

Les mouvements de population dans les contextes de crises



*Carella Maria,
Charbonneau Patrick,
Gagnon Alain (éditeurs)*

**Aubervilliers, 2023
ISBN 978-2-901107-05-7**

**ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE
AIDELF • 9, cours des Humanités - CS 50004 - 93322 Aubervilliers Cedex (France) - <http://www.aidelf.org>**

Les mouvements de population dans les contextes de crises

Édité par Maria Carella, Patrick Charbonneau et Alain Gagnon
2023

Maria Carella, Patrick Charbonneau, Alain Gagnon Les mouvements de population dans les contextes de crise	3
Federico Benassi, Maria Carella, Frank Heins, Ricardo Iglesias Pascual Présence, caractéristiques démographiques et profil socio-économique des populations migrantes en Europe face aux crises récentes	5
Dimitrios Karkanis, Stamatina Kaklamani L'impact de la « crise des réfugiés » sur la fécondité, une étude des cas : Grèce et Allemagne	31
Roberta Pace, Silvia Bruzzone, Nadia Mignolli Les jeunes-adultes Italiens en Espagne : un flux migratoire ininterrompu (même) par les années de crise économique	45
Tebkieta Alexandra Tapsoba, Gabriel Sangli Les migrations forcées au Burkina Faso : le cas des déplacés internes	63

Association internationale des démographes de langue française

Présence, caractéristiques démographiques et profil socio-économique des populations migrantes en Europe face aux crises récentes

BENASSI Federico*

CARELLA Maria**

HEINS Frank***

IGLESIAS PASCUAL Ricardo****

Introduction

Depuis des décennies, la part des migrants en Europe et leur nombre a augmenté de manière significative et, en 2020, les personnes de nationalité étrangère résidant dans les pays de l'Espace économique européen (EEE) représentaient 8,1 % de la population totale, tandis que la part des personnes nées à l'étranger s'élevait à 12,0 % (Eurostat, 2020). Ce processus de croissance des populations migrantes ne s'est pas déroulé sans heurts ni difficultés pour les sociétés européennes, en raison notamment d'un contexte quasi permanent de crise – économique depuis les années 2007-2008, puis sanitaire depuis 2020.

De fait, dans le contexte actuel de déclin démographique, compte tenu de la présence croissante de populations âgées et des perspectives de baisse de la population active, l'immigration pourrait être considérée comme une opportunité. Cependant, elle se présente également comme un défi pour les pays européens qui sont confrontés à la nécessité de subvenir aux besoins des immigrants dans toutes les dimensions de la vie quotidienne et de les intégrer dans leurs sociétés.

La part des populations immigrées permet de montrer la diversité de la population résidente dans un pays grâce à la description des caractéristiques sociodémographiques qui les façonnent. Par conséquent, une telle estimation facilite l'évaluation et l'adoption des politiques face aux besoins spécifiques de ces populations. Cette évidence explique l'exhortation des organisations internationales à harmoniser

* Département de Sciences Politiques, Université de Naples Federico II, Italie.

** Département de Sciences Politiques, Université de Bari Aldo Moro, Italie.

*** Associé Institut de Recherche sur la Population et les Politiques Sociales, Conseil National de la Recherche, Rome, Italie.

**** Département de Géographie, d'Histoire e de Philosophie, Université Pablo de Olavide de Séville, Espagne.

les définitions pour dénommer le stock d'immigrés afin de mieux le décrire et de rendre possibles les comparaisons.

Cet article se propose d'examiner en premier lieu la présence des immigrés en Europe, puis d'analyser certaines de leurs caractéristiques démographiques et socio-économiques depuis deux décennies (de 2000 à 2020). En particulier, nous cherchons à établir, par comparaison systématique, d'éventuelles différences ou similarités entre les collectivités composées de personnes nées à l'étranger par rapport à leur insertion sur le marché du travail des sociétés d'accueil. Nous nous intéressons principalement à l'impact de la crise économique de 2007-2008 dont les effets persistent parfois jusqu'à aujourd'hui dans certains pays du sud de l'Europe (Carella et Heins, 2018).

Ce faisant, la contribution de notre étude à la compréhension du débat sur ce sujet est triple et consiste à :

(i) approfondir la compréhension de l'évolution démographique des populations immigrées au cours des deux dernières décennies ;

(ii) adopter une approche diachronique et transnationale en comparant certaines caractéristiques socio-économiques de la population immigrée avec celles des natifs dans certains pays européens ;

(ii) identifier d'éventuels modèles internationaux et temporels incluant les populations migrantes objets d'analyse. Ces modèles pourraient inclure différents groupes de pays différenciés selon des caractéristiques politiques, sociales et économiques ou des histoires migratoires divergentes.

Afin d'atteindre ces objectifs, notre étude s'appuie sur un ensemble de données collectées et diffusées par Eurostat, ce qui facilite la comparaison des principales variables liées à la position des immigrés sur le marché du travail.

De toute évidence, notre approche diachronique et transnationale, visant à synthétiser et regrouper les pays, n'est ni exhaustive ni exempte de limites. La littérature sur les déterminants des conditions économiques des migrants montre bien qu'ils sont multiples et peuvent dépendre à la fois de caractéristiques individuelles et de macro-facteurs institutionnels, politiques ou économiques des sociétés d'accueil. Cependant, dans cette étude, nous limitons notre analyse en explorant des indicateurs plus strictement liés à l'insertion professionnelle des immigrés (taux d'activité et taux de chômage) pour tenter d'éclairer, dans les grandes lignes, leur profil socio-économique dans les pays d'accueil.

Dans ce sens, notre travail s'appuie sur une approche structuraliste (Bosswick et Heckmann, 2006 ; Castles et al., 2002) et contribue à la littérature existante sur ce sujet en répondant aux questions de recherche suivantes :

QR1. Comment a évolué la présence des populations immigrées en Europe au cours du passé récent, en particulier sous l'effet de la récession économique ?

QR2. En quoi certaines de leurs caractéristiques socio-économiques diffèrent-elles ou se ressemblent-elles de celles des autochtones aux niveaux national ? (Variabilité spatiale)

QR3. Comment et dans quelle mesure ont-elles changé au fil du temps ? (Variabilité temporelle)

L'article comporte trois parties. La première, consacrée au cadre théorique, consiste en une rapide présentation des concepts clés qui structure la vaste thématique de l'intégration des migrants. Cette partie est fonctionnelle à notre étude et découle de la considération que même si les caractéristiques démographiques et socio-économiques des populations migrantes ne définissent certainement pas leur degré d'intégration, elles y sont étroitement liées. Le terme d'intégration ayant une connotation différente en matière de valeur et de signification selon le domaine d'application, nous privilégions le paradigme adopté par l'Union européenne visant à harmoniser les interprétations idéologiques et les mesures associées à la question de l'intégration. La seconde partie indique les données utilisées et la démarche méthodologique adoptée afin de saisir l'étendue de l'analyse et précise l'approche appliquée dans le cadre de notre étude. La troisième se subdivise en deux volets complémentaires : un aperçu général sur la présence des migrants en Europe, qui met en évidence les tendances récentes et les différences entre les pays étudiés, et une analyse mettant en lumière certaines caractéristiques qui peuvent jouer un rôle sur leur condition de vie dans les pays d'accueil. Ce deuxième volet se divise entre une analyse descriptive et une analyse inspirée par l'approche de la bêta-convergence. Une discussion conclut l'article.

Profils des migrants et leur intégration : deux faces d'une même médaille

L'intégration dans le cadre du processus d'harmonisation européenne

Depuis le début des années 2000, les décideurs politiques et la communauté académique ont porté une attention croissante à la question de l'intégration des populations migrantes. Malgré cet intérêt, le concept d'intégration demeure extrêmement controversé, car ce terme peut non seulement recouvrir différentes acceptions selon les différents domaines dans lesquels le processus d'intégration se réalise (Ager et Strang, 2008), mais il peut également diverger considérablement d'un pays à l'autre (Favell, 2001 ; Ndofor-Tah et al., 2019).

En effet, l'intégration évoque par ailleurs une catégorie normative et sa signification peut être interprétée différemment selon les philosophies ou doctrines nationales spécifiques qui la façonnent. En d'autres termes, chaque État définit son propre modèle d'intégration, qui découle de l'histoire migratoire du pays et aussi de son contexte institutionnel, et qui tend à rester inchangé au fil du temps (Oliver et Gidley, 2015). L'adoption d'une définition universelle est donc problématique, car il n'existe pas de consensus sur un modèle d'intégration européen partagé, ni même sur la manière idéale de concevoir une société intégrée (Penninx et Martiniello, 2004).

Une revue de la littérature existante permet de situer et comprendre les modèles nationaux d'intégration et leur influence sur l'orientation des réponses politiques aux immigrés dans un cadre théorique et conceptuel. Deux grandes approches peuvent être distinguées : l'assimilation et le multiculturalisme (Castel et al., 2014 ; Koopmans et al., 2005).

La première privilégie l'hypothèse que l'intégration ne peut se réaliser que si les immigrés acquièrent les valeurs et la culture du pays d'accueil. Cela suppose que l'assimilation doit résulter de l'interaction entre deux dimensions principales, structurelle et culturelle, qui peuvent être divergentes. En effet, la première

dimension renvoie à la participation des individus au niveau institutionnel, tandis que la dimension culturelle correspond au comportement des immigrés en termes de normes et de préférences culturelles. Ces deux typologies d'assimilation ne sont pas toujours mutuellement inclusives (Lutz, 2017).

Le modèle du multiculturalisme vise en revanche à inclure les immigrants dans les sociétés d'accueil tout en préservant leur spécificité culturelle et leurs traditions (Koopmans, 2010). Cela implique que le processus d'intégration ait pour effet d'incorporer les minorités ethniques, d'accorder le droit de citoyenneté aux immigrés et d'admettre leurs revendications identitaires. L'assimilation et le multiculturalisme définissent donc des modèles très différents qui dépendent notamment des politiques d'intégration adoptées par les « anciens » pays européens d'immigration (Finotelli et Michalowski, 2012) : au cours du temps, la plupart des études ont montré ces différences comparant par exemple la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et la Suède reconnues comme multiculturelles à l'Allemagne et à la Belgique qui se situent entre les deux modèles (Favell, 2001). Quant aux pays de l'Europe du Sud ayant expérimenté une immigration relativement plus récente, des idéologies et des pratiques d'intégration claires peinent encore à s'imposer. Certains auteurs soutiennent que dans ces sociétés, une gestion du processus d'intégration des immigrés spontanée et non systématique semble prévaloir (Cebolla-Boado et Finotelli, 2015), mais qu'en même temps, l'intégration économique apparaît privilégiée (Ambrosini, 2013).

Récemment, la littérature a souligné l'importance de différencier l'intégration en tant que catégorie normative adoptée dans l'élaboration des politiques et en tant que concept analytique utilisé dans la recherche scientifique (Lutz, 2017 ; Goodman, 2015) pour étudier les interactions entre les immigrés et les pays d'accueil selon trois dimensions principales : juridique, socio-économique et culturelle (Penninx, 2019).

Si plusieurs chercheurs conviennent de la nécessité de définir une notion plus universelle de l'intégration des immigrés (Scholten et Penninx, 2016) qui puisse permettre de la saisir empiriquement, la question de déterminer la façon de concevoir ce concept a un niveau non-normatif s'avère un défi.

Dans ce contexte, l'Union européenne a adopté les Principes de base communs (PBC) pour l'intégration des immigrés en 2004 en tant que cadre général afin d'orienter les stratégies et les politiques d'intégration et de favoriser la convergence vers un processus d'harmonisation européenne en termes de mesures d'intégration. Ce document affirme que « L'intégration est un processus dynamique, à double sens, de compromis réciproque entre tous les immigrants et résidents des États membres » (PBC1 : Conseil Justice et affaires intérieures de l'Union européenne). Dans cette perspective, le PBC établit également que l'intégration est basée sur les droits mutuels et les obligations correspondantes des immigrés et des sociétés d'accueil, et couvre quatre dimensions principales : l'emploi, l'éducation, l'inclusion sociale et l'intégration civique.

À partir de ces principes, des efforts importants ont également été déployés pour avancer, d'un point de vue méthodologique et statistique, dans l'élaboration des mesures d'intégration. Plus précisément, la Conférence ministérielle européenne de Saragosse sur l'intégration en 2010 a approuvé des indicateurs qui permettent de mesurer l'intégration des immigrés relativement aux quatre dimensions identifiées par le PBC (OCDE/UE, 2019). Ces indicateurs ont été mis au point pour comparer les résultats de l'intégration des migrants à l'échelle internationale et évaluer les performances nationales sur la base de concepts et de définitions harmonisés. En outre, la comparaison des écarts entre les personnes nées à l'étranger et celles nées dans le pays, également facilitée par les indicateurs de Saragosse, met en

évidence les réussites et les échecs des immigrants dans les sociétés d'accueil, et révèle par conséquent des informations utiles sur les actions que pourraient mettre en œuvre les pouvoirs publics (OCDE, 2018). Notre étude s'appuie précisément sur l'analyse de ces indicateurs.

La dimension économique de l'intégration

L'intégration des immigrants au marché du travail est désormais reconnue comme une immense opportunité pour les sociétés d'accueil de combler le déficit de main-d'œuvre dû à la baisse de la population en âge de travailler qui touche la plupart des pays européens, et de répondre à différents enjeux économiques.

Diverses études relèvent une forte corrélation entre la demande croissante de main-d'œuvre flexible et le rôle des travailleurs migrants originaires des pays tiers dans les processus de restructuration économique et sociale des sociétés occidentales (Castles et al., 2002 ; Iglesias et al., 2020).

Pour autant, les indicateurs majeurs du marché du travail dépendent de l'insertion professionnelle des immigrants eux-mêmes. Ainsi, la part des individus ayant un emploi identifie l'un des déterminants de l'impact de l'immigration sur la croissance économique à long-terme tandis que, à plus court terme, l'insertion professionnelle des immigrants débouche aussi sur des enjeux sociaux (Yeats, 2009). De fait, elle est susceptible d'exercer un impact ultérieur sur les finances publiques, évitant des coûts en termes de prestations sociales et comblant le manque de main-d'œuvre qui entraîne notamment des difficultés relatives aux cotisations sociales et à la Sécurité sociale (Craig, 2015).

En outre, l'emploi est un vecteur d'insertion sociale plus efficace, qui favorise la socialisation au-delà du contexte familial ou du voisinage (Ager et Strang, 2008). La réussite des immigrants sur le marché du travail constitue un élément déterminant de leur inclusion dans les sociétés d'accueil : elle leur facilite l'accès à divers services en leur conférant la possibilité d'accéder, par exemple, au marché locatif (Wimark et al., 2019).

Ces dernières années, la littérature a accordé une attention croissante à la relation entre vulnérabilité économique de la population immigrée et processus d'intégration sociale et territoriale (Imeraj et al., 2020). À cet égard, plusieurs études ont souligné que la dimension économique, conjuguée à l'origine ethnique, nationale et culturelle de l'immigré, se reflète dans la difficulté d'accès au marché résidentiel (Vogiazides, 2018 ; Portes, 2000). Ce processus d'exclusion socio-résidentielle se traduit par une plus grande difficulté à s'intégrer dans la société d'accueil (Benassi et Iglesias-Pascual, 2023) et à en faire partie tant sur le plan social que scolaire.

La littérature existante consacrée aux déterminants de l'intégration économique montre que l'insertion professionnelle des immigrants peut être facilitée par des facteurs à la fois individuels, contextuels et institutionnels. Diverses études ont établi que l'intégration sur le marché du travail dépend fortement du capital humain (compétences ou qualifications, maîtrise de la langue) (Luthra et Platt, 2021), des caractéristiques de l'immigration (catégorie d'entrée, statut d'immigration et durée de séjour) (Jayaweera, 2012) et de l'expérience de travail acquise dans le pays d'origine (Heath et Cheung, 2007 ; Cebolla-Boado et Finotelli, 2015). Cependant, en faisant abstraction du profil individuel, la réussite des immigrants sur le marché du travail dépend également de la mise en place d'un certain

nombre de dispositifs ou de politiques publiques des pays d'accueil, aussi bien que du contexte économique. La recherche transnationale a clairement démontré que les conditions à l'accueil sont significativement corrélées avec l'emploi des immigrés et que, notamment, les niveaux de chômage locaux peuvent jouer un rôle déterminant dans leur accès au marché du travail (van Tubergen et al., 2004 ; Sporlein et van Tubergen, 2014).

À partir de ces considérations, le débat européen sur les modèles d'intégration économique s'est toujours focalisé sur la distinction entre l'Europe du Sud et l'Europe du Nord en raison d'expériences et de calendriers spécifiques liés à l'immigration (Cebolla-Boado et Finotelli, 2015). Les pays d'Europe du Sud ont une histoire de l'immigration récente, et l'absence de politiques et de pratiques d'intégration établies a généralement été évoquée pour suggérer que les stratégies d'intégration de l'Europe du Sud privilégient l'intégration socio-économique. Il reste à déterminer s'il existe encore un tel écart Nord-Sud en matière d'intégration des immigrés.

Données et méthodes

Notre étude s'appuie sur deux bases de données diffusées par Eurostat : la première, la Population au niveau national (Demopop) fournit notamment, pour chaque pays européen, des informations détaillées sur la population par sexe, âge, et pays de citoyenneté ou pays de naissance ; la seconde sur l'intégration de migrants (Migrant Integration) inclut des informations permettant d'analyser la situation des migrants sur le marché du travail à l'aide de certains indicateurs tels que le taux d'activité et le taux de chômage, ainsi que leur statut socio-économique grâce au calcul du risque de pauvreté ou du revenu médian. Ces indicateurs sont mis à jour annuellement par Eurostat sur la base de sources de données déjà harmonisées, à savoir les diverses enquêtes menées dans l'UE et dans d'autres pays (Enquête sur le revenu et les conditions de vie EU-SILC et Enquête sur les forces de travail EFT-UE).

Dans notre étude, les individus sont distingués selon le sexe et le groupe de pays de naissance (pays de l'UE28 et hors UE28) ; la population des immigrés correspond aux personnes nées dans un autre pays que celui dans lequel elles résident, quelle que soit leur nationalité à la naissance ou au moment où elles sont recensées¹.

La décision d'utiliser ces sources découle de notre volonté de proposer une étude comparative, qui exige de mobiliser des informations comparables, étant donné la nature multidimensionnelle et complexe du processus d'intégration des immigrés. Les mesures utilisées doivent donc nécessairement être fondées sur des informations harmonisées.

Concernant le choix des pays, nous avons inclus dans notre étude les plus importants sur le plan démographique, où la part des immigrés ou non-natifs était d'au moins 5 % en 2020. La préférence a été attribuée aux pays de l'UE. Tous les pays sélectionnés ont une population totale de plus de 5 millions d'habitants. En raison de la présence encore plus faible de populations migrantes, aucun pays d'Europe de l'Est n'a été inclus dans l'analyse, même si le nombre d'Ukrainiens en Pologne avait déjà augmenté

¹ Dans le texte les termes « non natifs » et « immigrés » recouvrent une même notion.

avant la guerre. Ces pays ont été répartis dans trois groupes qui correspondent à trois aires géographiques différentes : l'Europe du Nord (Danemark, Finlande, Suède) et l'Europe du Centre-Ouest (Allemagne, Belgique, France, Pays-Bas, Royaume-Uni) comprennent les anciens pays d'immigration, tandis que l'Europe du Sud (Italie, Grèce, Espagne, Portugal) inclut les quatre pays du modèle méditerranéen qui se caractérisent par une immigration relativement plus récente (Benassi et al., 2022 ; Bellis et al., 2021 ; Léger et Parant, 2022).

Notre étude privilégie une analyse exploratoire ayant pour but d'examiner et de comparer les indicateurs de l'insertion des immigrés sur le marché du travail à partir des tendances observées, et grâce à une approche s'appuyant sur la mesure de la convergence des pays sélectionnés autour des certaines variables socio-économiques. Dans la littérature économique, le concept de convergence permet d'identifier un processus de rapprochement des pays au regard de certaines variables macroéconomiques. « De manière générale, la convergence économique est un phénomène de rattrapage des pays riches par les pays pauvres, du fait de la croissance rapide de ces derniers, comblant ainsi leur retard avec les pays plus développés ou riches » (Kibala Kuma, 2020 : 4).

Cette convergence économique est mesurée par la bêta-convergence qui traduit le processus d'ajustement des pays en termes de croissance vers une même valeur de référence pendant un intervalle de temps établi. Procédant par une régression linéaire, si le coefficient β associé à la variable d'intérêt est négatif ($\beta < 0$ et $\beta \neq 0$ et statistiquement significatif), cela implique qu'il existe un mécanisme de correction des écarts par rapport à la valeur de référence, c'est-à-dire qu'il y a convergence (Barro et Sala-i-Martin, 1990).

Plus précisément, nous avons recouru à l'approche de la bêta-convergence dans le but de vérifier l'hypothèse d'un processus de rattrapage des pays sélectionnés par rapport à deux indicateurs socio-économiques, soit le taux d'activité et le revenu médian, au cours de la dernière décennie (2009-2019).

L'étude de la vitesse du taux de croissance de ces indicateurs est liée à la mesure de la β -convergence. Par conséquent, elle est éprouvée lorsque les taux d'activité ou les revenus médian relativement bas de certains pays connaissent un accroissement plus fort que ceux enregistrés dans les pays ayant des taux plus élevés. Un tel postulat est vérifié si, analysant l'un ou l'autre indicateur entre $t = 0$ et $t = 1$, $\beta_{(0)}$ de l'équation (1) est < 0 (Barro & Sala-i-Martin, 1990) :

$$Y_{i,1} - Y_{i,0} = \alpha + \beta_{(0)} Y_{i,0} + \varepsilon \quad (1)$$

où $Y_{i,t}$ représente le taux d'activité ou le revenu médian du pays i au temps t ($t0 = 2009$ et $t1 = 2019$, début et fin de période).

De manière générale, en s'inspirant à cette approche, notre objectif est d'évaluer s'il y a eu au cours de la dernière décennie une réduction des inégalités territoriales en termes des taux identifiant le statut socio-économique des migrants parmi les pays observés dans notre étude. Il faut préciser que bien qu'inspirés par cette approche, comme indiqué dans la section 4.3, nous n'avons pas effectué d'estimation de paramètres de régression dans une analyse multivariée.

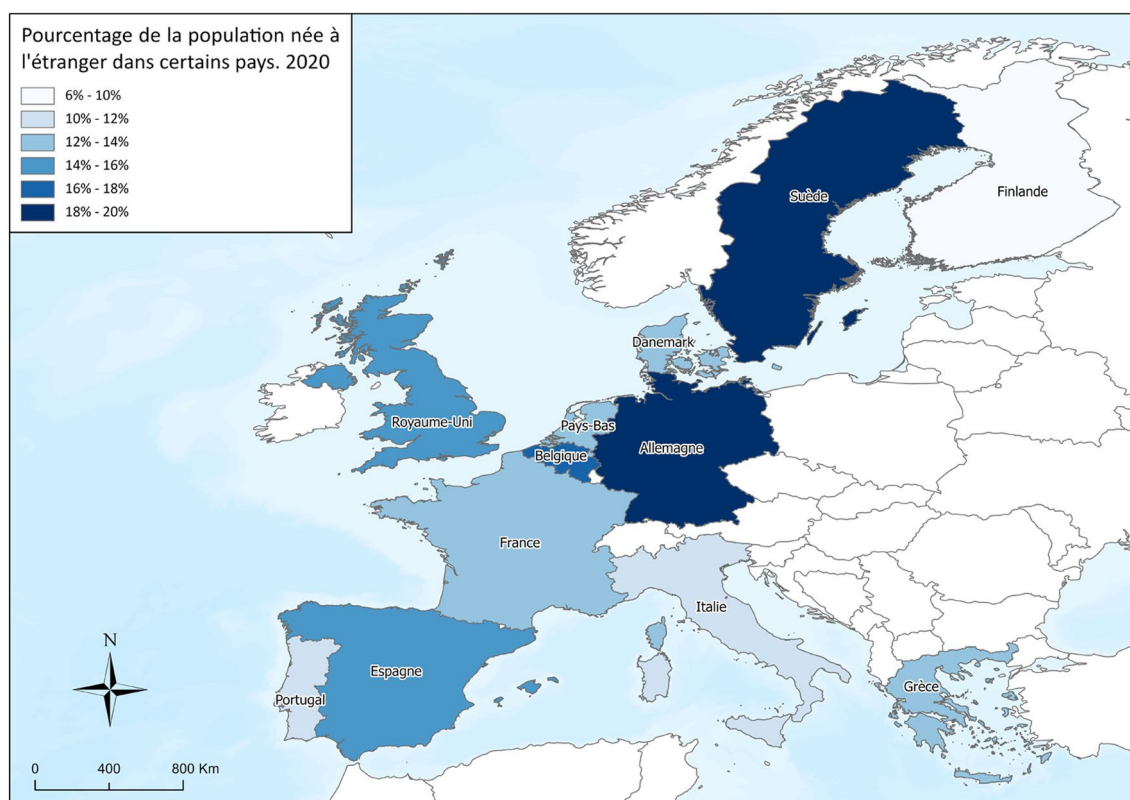
Les immigrés en Europe : quelques résultats

Ampleur et évolution de la part des populations immigrées dans la population totale

Les deux premières décennies du xxi^e siècle ont été marquées par des vagues migratoires intenses en Europe, quoique de différentes ampleurs, ce qui a entraîné une croissance soutenue de la population immigrée et, dans plusieurs pays européens, une progression de la proportion de personnes nées à l'étranger au sein de leur population.

En 2020 la part des immigrés sur la population totale dans les douze pays observés est élevée en Suède (19 %) et en Allemagne (18 %) mais aussi en Belgique, en Espagne, au Pays-Bas et au Royaume-Uni (entre 17 % et 14 %) tandis que telle proportion est comprise entre 12 % et 10 % dans les autres pays ; elle n'est en revanche que de 6 % environ en Finlande (Carte 1).

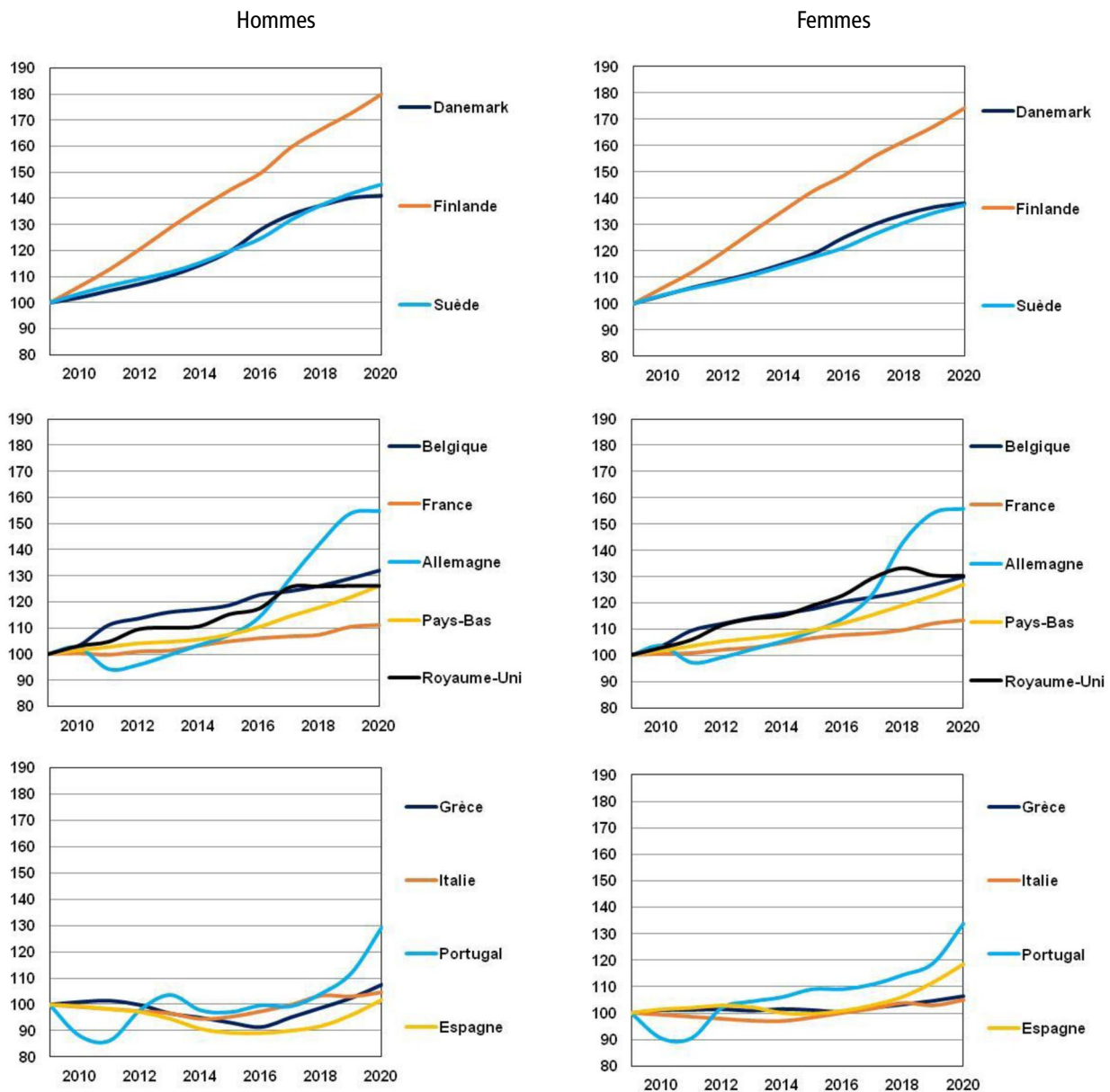
Carte 1. Pourcentage de la population née à l'étranger (pays retenus dans l'article). Année 2020



Sources : Auteurs sur données Eurostat [<https://ec.europa.eu/eurostat/data/database>]

Depuis 2008, on observe une hausse de la part de la population non native dans les douze pays observés en dépit de la crise économique/financière de 2007-2008 (Figure 1). Au cours des deux dernières années, cette croissance s'est arrêtée en raison des effets de la pandémie de COVID-19, mais les estimations des flux de réfugiés en provenance d'Ukraine depuis le premier semestre 2022 laisse présager une nouvelle augmentation des populations migrantes (en septembre 2022, près de 5 millions de réfugiés ukrainiennes avaient été comptabilisai dans l'ensemble de l'UE et dans d'autres pays de l'OCDE : OCDE, 2023)

Figure 1. Évolution de la population non-natif, tous les âges par sexe (base 100 en 2009)



Source : élaborations sur données Eurostat [<https://ec.europa.eu/eurostat/data/database>]

Une analyse comparative par sexe montre que la part des femmes immigrées dans la population féminine totale a augmenté rapidement et significativement ces dix dernières années dans l'ensemble des pays observés en raison des changements considérables ayant affecté les mouvements migratoires en Europe (Figure 1). La politique migratoire centré sur le regroupement familial dans certains pays (voire la France) ou de manière générale la mondialisation dans des autres a favorisé la circulation des femmes, qu'il s'agisse de leurs études, de leur mobilité professionnelle ou de leur déplacement visant à la formation des familles.

En 2020, la proportion des non-natives dans la population féminine totale varie considérablement d'un contexte à l'autre ; cependant, si cette proportion équivaut à celle des hommes dans presque tous les pays, elle est surreprésentée en Europe du Sud (15,1 % versus 14,4 % pour les hommes en Espagne et

10,8 % versus 9,8 % pour les hommes en Italie) et dans certains pays d'immigration de longue date (un point de pourcentage plus élevé que celle des hommes au Pays-Bas et au Royaume Uni) (Tableau 1 en Annexe). En revanche, en Allemagne et en Finlande, deux pays accueillant un important contingent de réfugiés et des migrants humanitaires, la part des hommes nés à l'étranger est légèrement plus élevée que celle des femmes (18,3 % contre 17,9 % pour les femmes en Allemagne et 7,4 % contre 6,8 % pour les femmes en Finlande).

Concernant la répartition par nationalité, la part des immigrés ressortissants de pays hors UE28 est restée largement majoritaire au cours des dernières années dans l'ensemble des pays sélectionnés et a connu une croissance significative, tandis que la proportion des non-natifs d'origine européenne (UE28) a progressé lentement (Figure 2).

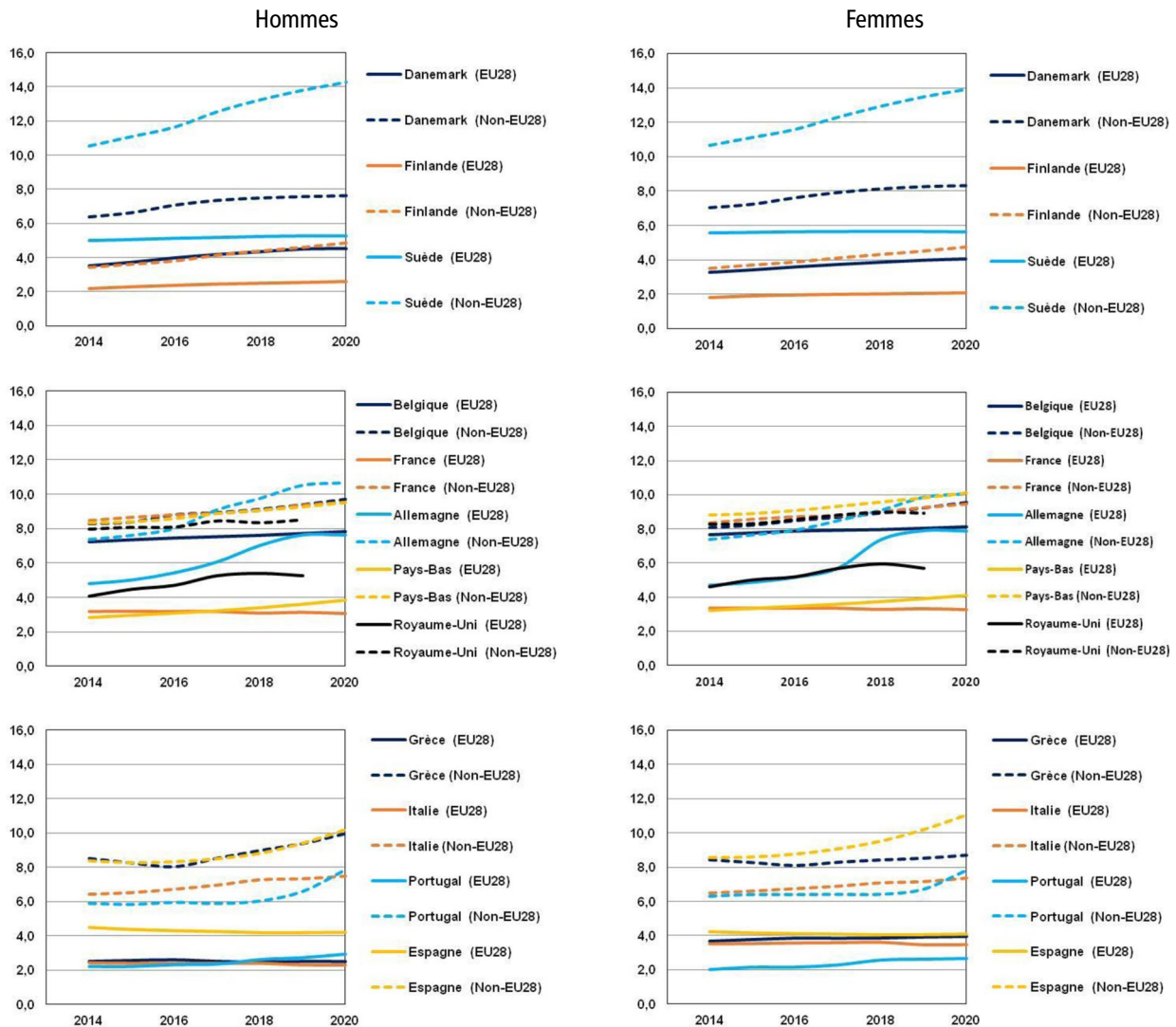
Ce panorama de la présence des immigrés à l'échelle des grandes aires géographiques ne permet pas de chiffrer le flux annuel des migrants, mais il indique le nombre de personnes nées dans un pays donné et résidant dans un autre pays de façon permanente (les stocks). En d'autres termes, les données qui apparaissent ici prennent en compte le résultat de plusieurs années de migrations. Dès lors, l'incidence de la population non-native dans la majorité des pays de l'Europe du Nord et du Centre-Ouest d'ancienne immigration reflète les vagues successives des flux provenant soit de l'Union européenne (UE28) soit des pays tiers (hors UE28) engendrés dans le passé du fait des politiques migratoires successives et, pour certains pays comme la France, de liens historiques ou de relations bilatérales avec les anciennes colonies. Certes, la tendance à la hausse de la proportion des migrants nés hors de l'UE28 s'explique naturellement par des mouvements migratoires plus récents, lesquels résultent majoritairement du phénomène de regroupement familial et des demandeurs de protection humaine ou d'asile causés par des conflits ethniques ou nationalistes.

Une analyse plus approfondie de cette évolution par répartition géographique montre aussi qu'il y a eu des différences marquées d'un contexte à l'autre. Un focus sur les pays de l'Europe du Nord et du Centre-Ouest permet d'observer en Suède, mais surtout en Allemagne, les effets de l'accueil des demandeurs d'asile sur la forte croissance de la proportion des immigrés à partir de 2015, suite à une forte immigration des réfugiés et des demandeurs d'asile provoquée en partie par la guerre civile syrienne. Les deux courbes représentant les immigrés issus des pays hors UE28 et les immigrés européens apparaissent toutes les deux en nette progression. Toutefois, la courbe de la population non native hors UE28 montre une hausse plus soutenue.

À l'inverse, dans les pays d'Europe du Sud, on relève une baisse de l'incidence des immigrés pendant les années de crise (à partir de 2010), ce qui est le résultat de migrations de retour ou de départ éventuellement vers un autre pays de l'UE28 qui ont touché tout particulièrement l'Espagne et le Portugal face à la détérioration des conditions économiques et financières. En Espagne, le nombre de sorties passe d'un peu plus de 200 000 personnes à 500 000 entre 2008-2013 : ce nombre inclut les migrants qui retournent dans leur pays d'origine, à savoir essentiellement ceux d'origine latino-américaine (Zamora Lopez et al., 2021).

Au Portugal, on observe également une tendance à la baisse de l'immigration à partir de 2010 liée aux difficultés économiques et sociales causée par la crise, ce qui a eu pour effet de reconfigurer les flux migratoires à destination de ce pays engendrant de fait des migrations de retour des Brésiliens et Capverdiens (Pimentel et Sousa-Gomes, 2018). De même, les estimations de l'Autorité statistique hellénique (Elstat) indiquent pour la Grèce un solde migratoire négatif très significatif à partir de 2010 (– 250 000 pour la période quinquennale 2011-2015), expliqué en partie par le départ de jeunes actifs (Kotzamanis, 2018).

Figure 2. Population par pays de naissance : Non-natifs (UE28 et Non-UE28), tous les âges
 (% de la population totale du même sexe)



Source : élaborations sur données Eurostat [<https://ec.europa.eu/eurostat/data/database>]

En général, les niveaux et les tendances de la présence de migrants hommes et femmes sont similaires dans la plupart des pays, que ce soit pour les migrants des pays de l'UE28 ou hors UE28. Cependant, par exemple, dans le cas des femmes originaires des pays de l'UE28, la présence est quelque peu plus élevée dans le cas du Royaume-Uni, de la Grèce et de l'Italie, ainsi que pour les femmes des pays hors UE28 en Espagne. Dans le cas de la Grèce, les hommes et les femmes des pays Non-UE28 avaient des niveaux similaires jusqu'en 2016, mais par la suite une augmentation plus intense pour les hommes.

Le profil socio-économique des immigrés est très variable selon les pays d'accueil

Afin de nous livrer à une première exploration sur le profil socio-économique des immigrés, nous avons examiné leur accès à l'emploi en rapportant les taux de chômage des personnes nées à l'étranger à celui des personnes nées dans le pays, ce qui nous a permis de montrer plus facilement les écarts internationaux entre non-natifs et natifs.

Nos analyses dégagent des situations contrastées en Europe. La figure 3 montre l'évolution de cet indicateur pour la période 2000-2020. On observe un point commun : les taux de chômage des non natifs ne sont jamais inférieurs à ceux des natifs. Mais d'un groupe de pays à l'autre, et même au sein d'un même groupe, on constate des variations notables. Dans la figure 3 les panels se référant aux deux premiers groupes des pays (pays de l'Europe du Nord et pays du Centre-Ouest) ont la même échelle, tandis que le panel relatif aux pays de l'Europe du Sud montre une échelle sur une fourchette de valeurs différentes.

Dans certains pays de l'Europe du Nord (Suède) et dans d'autres de l'Europe du Centre-Ouest (Belgique), les écarts entre les taux de chômage des natifs et des non natifs apparaissent plus élevés, révélant ainsi un profil économique des immigrés qui n'est pas semblable à celle des populations autochtones, ce n'est pas le cas pour les pays du pourtour méditerranéen (Cebolla-Boado et Finotelli, 2015).

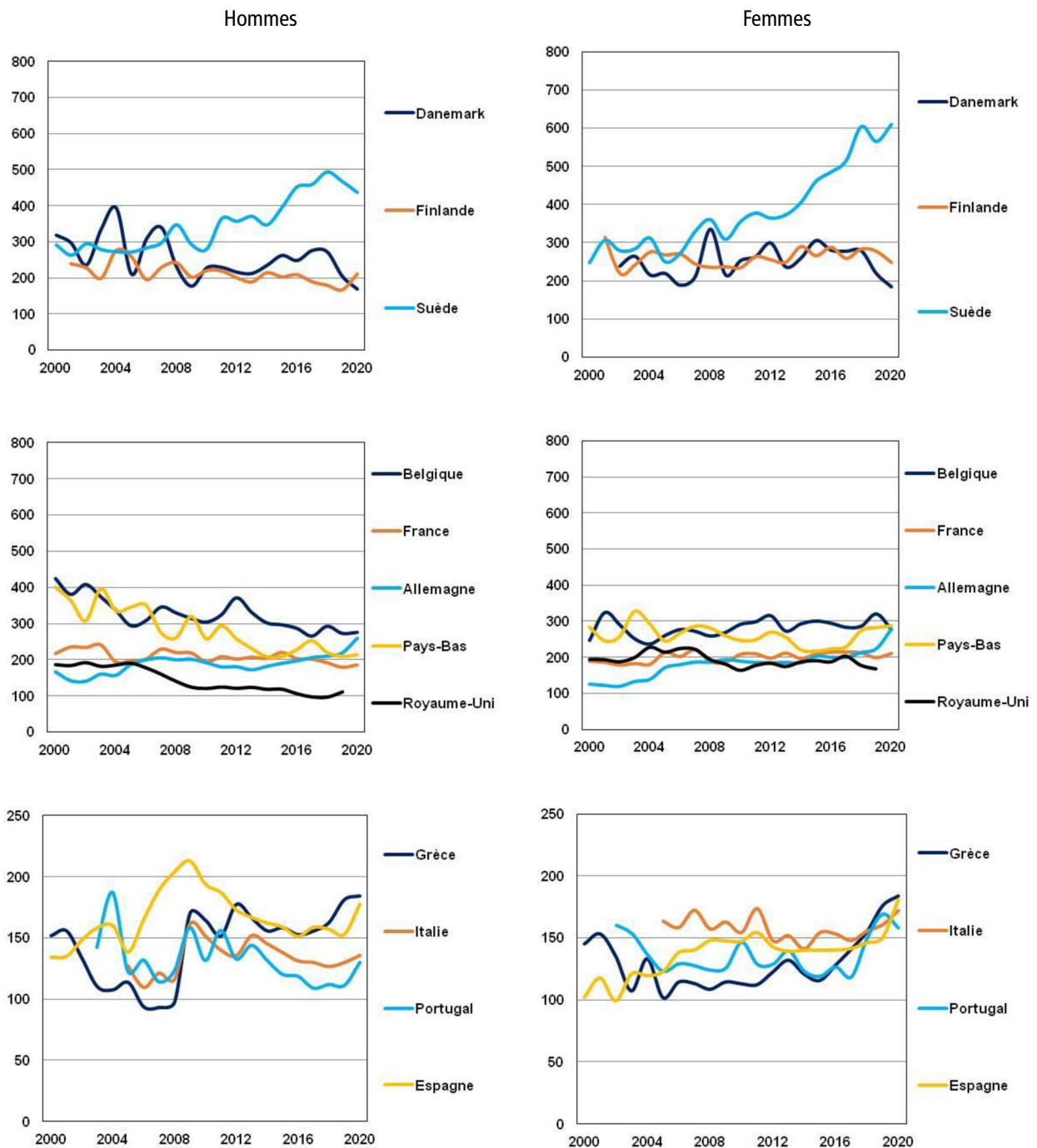
La Suède offre l'exemple le plus significatif de cet écart : en 2020, il est supérieur à 9 points pour les hommes (le taux de chômage des hommes nés à l'étranger s'élève à 15,7 % contre celui de natifs de 3,6 %) et il est encore plus marqué pour les femmes. De fait, le taux de chômage des immigrées atteint 18,3 % et celui des femmes nées dans le pays 3 % ; d'autre part, l'écart entre les deux taux continue à se creuser de manière significative, tandis que celui des hommes montre une tendance fluctuante. Sans nul doute, en Suède comme dans les autres pays, la crise économique a atténué le décalage entre les taux de chômage des personnes nées à l'étranger et des personnes nées dans le pays ; toutefois, depuis 2013 l'évolution tendancielle de ces taux se rapproche désormais de celle observée avant la crise.

En Europe du Sud, de tels écarts sont plus contenus, car d'évidence, l'accès à l'emploi est au départ plus difficile, et les immigrés ont à peu près le même risque d'être touchés par le chômage que les personnes nées dans le pays. À titre d'exemple, en 2020, ceux qui sont nés en Espagne et en Grèce connaissent un taux de chômage (10,8 % et 12,0 %) relativement plus élevé que celui enregistré dans les pays nordiques (i.e. 3,6 % en Suède) et en Europe du Centre-Ouest (i.e. 3,4 % en Allemagne et 2 % aux Pays Bas) même s'il reste inférieur à celui des immigrés (respectivement de 19,2 % en Espagne et 22,0 % en Grèce).

Toutefois, dans ces deux pays les écarts se sont amplifiés pendant les années de crise économique. En particulier, la dégradation du marché du travail inhérente à la période de récession semble avoir eu un impact lié au sexe en affectant davantage les hommes que les femmes. C'est notamment le cas dans les pays du sud de l'Europe où les statistiques de longue durée sur le statut de l'emploi révèlent un chômage féminin important qui touche les autochtones autant que les non-natives. À l'inverse, durant la période de crise, les hommes ont subi une plus grande perte d'emplois que les femmes : leur taux de chômage a augmenté rapidement et de manière plus substantielle que celui des femmes, ce qui conduit à un resserrement des écarts (Carella et Heins, 2018). De fait, les secteurs de la construction, des services financiers et de l'industrie, qui emploient traditionnellement plus les hommes, ont été particulièrement touchés pendant la crise tandis que les femmes ont été protégées par la segmentation du marché du travail qui en Europe du Sud leur permet d'accéder à des emplois dans le secteur public et dans le secteur des soins, souvent informel (Cirillo et al., 2016).

En d'autres termes, la plus grande vulnérabilité des migrants sur les marchés du travail des pays du Sud de l'Europe fait donc écho à un plus faible niveau d'activité économique qui évidemment a touché l'ensemble des travailleurs de ces pays.

Figure 3. Évolution du rapport entre les taux de chômage des non natifs et ceux des natifs selon le pays de résidence

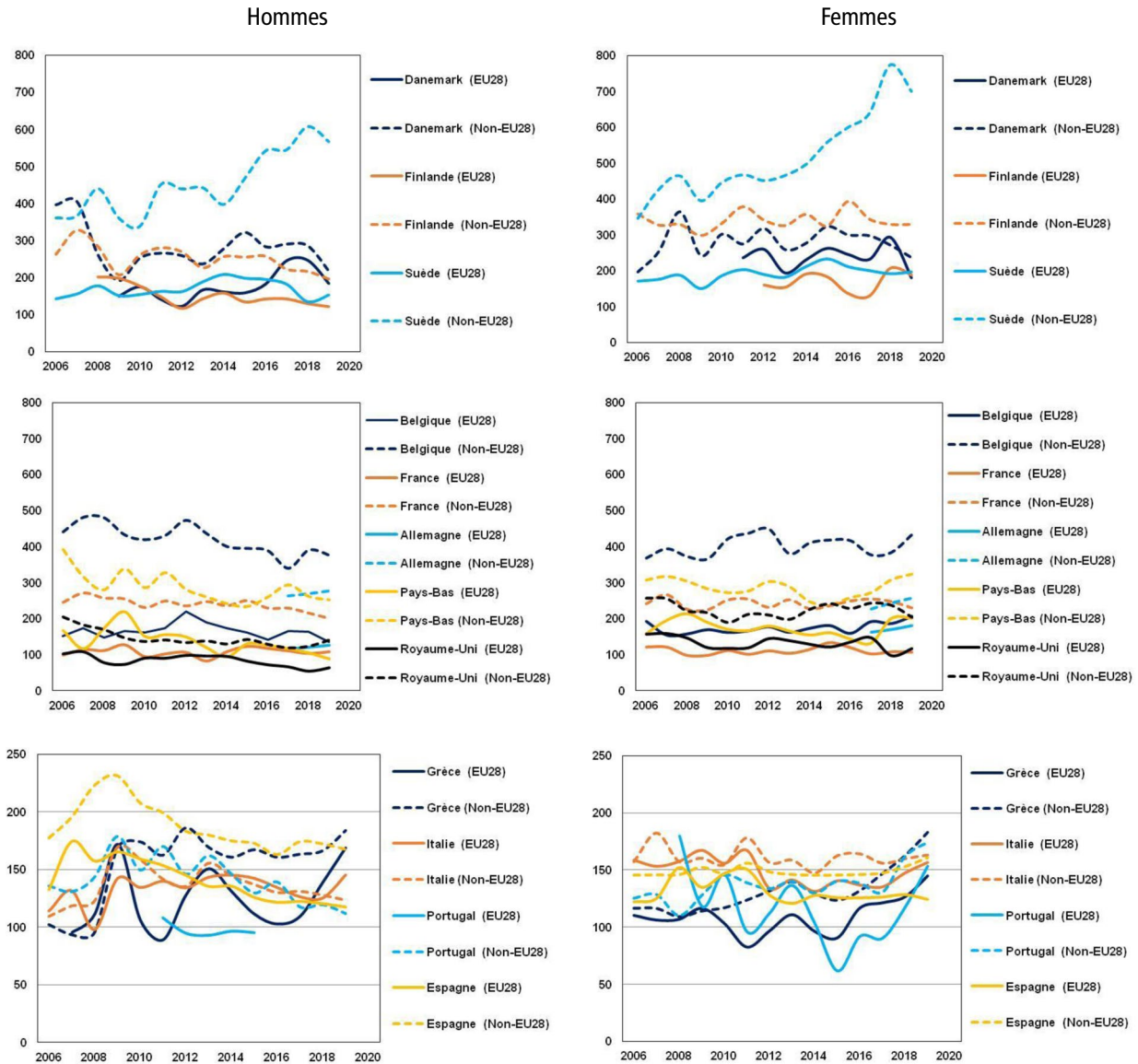


Note de lecture : (valeurs en % transformées non-natifs/natifs = 100)

Source : élaborations sur données Eurostat [<https://ec.europa.eu/eurostat/data/database>]

D'autre part, en ce qui concerne les migrants ce constat est toutefois à nuancer selon le pays d'origine : il apparaît en effet nettement que le niveau d'emploi de la population migrante née dans les pays de l'UE28 est supérieur que celle des immigrants nés dans les pays tiers (Figure 4).

Figure 4. Évolution du rapport entre les taux de chômage des non natifs originaires de l'UE à 28 ou des pays tiers (Non UE-28) et ceux des natifs selon le pays de résidence

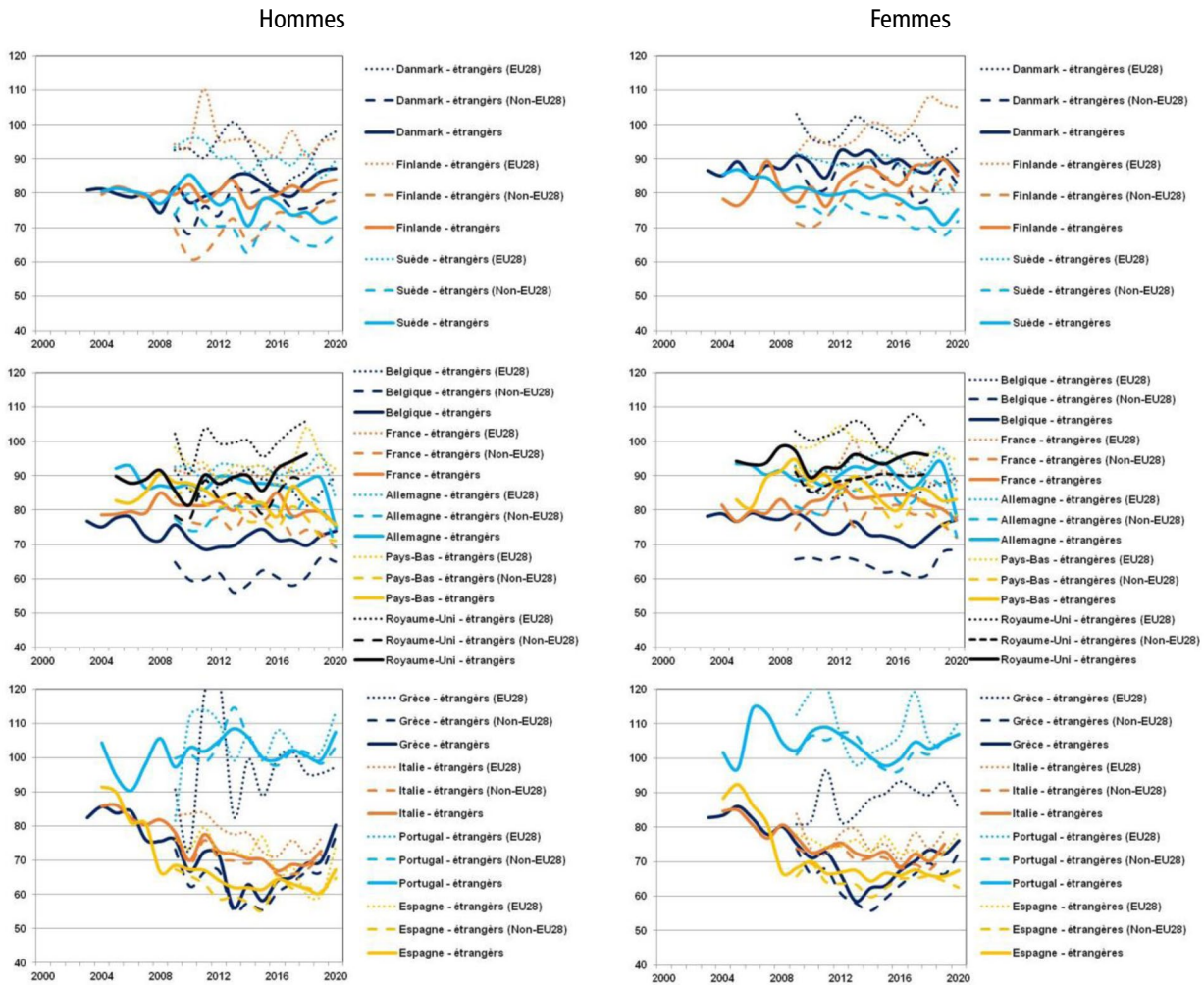


Note de lecture : (valeurs en % transformées non-natifs/natifs = 100)

Source : élaborations sur données Eurostat [<https://ec.europa.eu/eurostat/data/database>]

Concernant l'évolution du revenu médian des non natifs par rapport à celle des natifs, la figure 5 illustre des écarts plus significatifs en Europe du Sud qui sont plus marqués pendant la période de crise, surtout en Grèce et en Espagne. À l'inverse, les écarts sont moindres dans les pays de l'Europe du Nord et du Centre-Ouest. Parmi les immigrés, les personnes nées à l'étranger hors pays de l'Union européenne ont un revenu médian nettement inférieur à celui des immigrés originaires de l'UE qui de son côté diffère légèrement du revenu des natifs. Par exemple en Grèce le revenu médian des hommes nés en dehors de l'UE s'élève à environ €8.300 soit à peu près 23 % inférieur que celui des immigrés originaires de l'UE (€10.300) et des natifs (€10.800).

Figure 5. Évolution du rapport entre les revenus médians des non natifs originaires de l'UE à 28 ou des pays tiers (Non UE-28) et ceux des natifs selon le pays de résidence (en parité de pouvoir d'achat en euros)



Note de lecture : (valeurs en % transformées non-natifs/natifs = 100).

Source : élaborations sur données Eurostat [<https://ec.europa.eu/eurostat/data/database>]

Convergence et disparités parmi les pays en matière des conditions socio-économiques des immigrés

Dans cette partie, partant du principe qu'il existe des disparités territoriales initiales, un exercice exploratoire a été mené pour vérifier si ces inégalités relatives à certains indicateurs utilisés pour définir le profil socio-économique des immigrés ont varié au fil du temps. L'intérêt d'un tel exercice réside dans le fait qu'il permet de comprendre s'il s'opère un processus de convergence vers des valeurs similaires ou si au contraire de fortes dissimilitudes persistent parmi les pays européens.

Dans notre étude, une analyse diachronique de 2009 à 2019 a été effectuée et permet d'évaluer un éventuel rattrapage des pays qui détiennent un taux d'activité et un revenu médian plus élevés que les pays ayant des valeurs plus faibles (relation négative entre le taux de variation et le niveau initial). Cette analyse est inspirée par l'approche par bêta-convergence, l'idée de convergence est un concept souvent

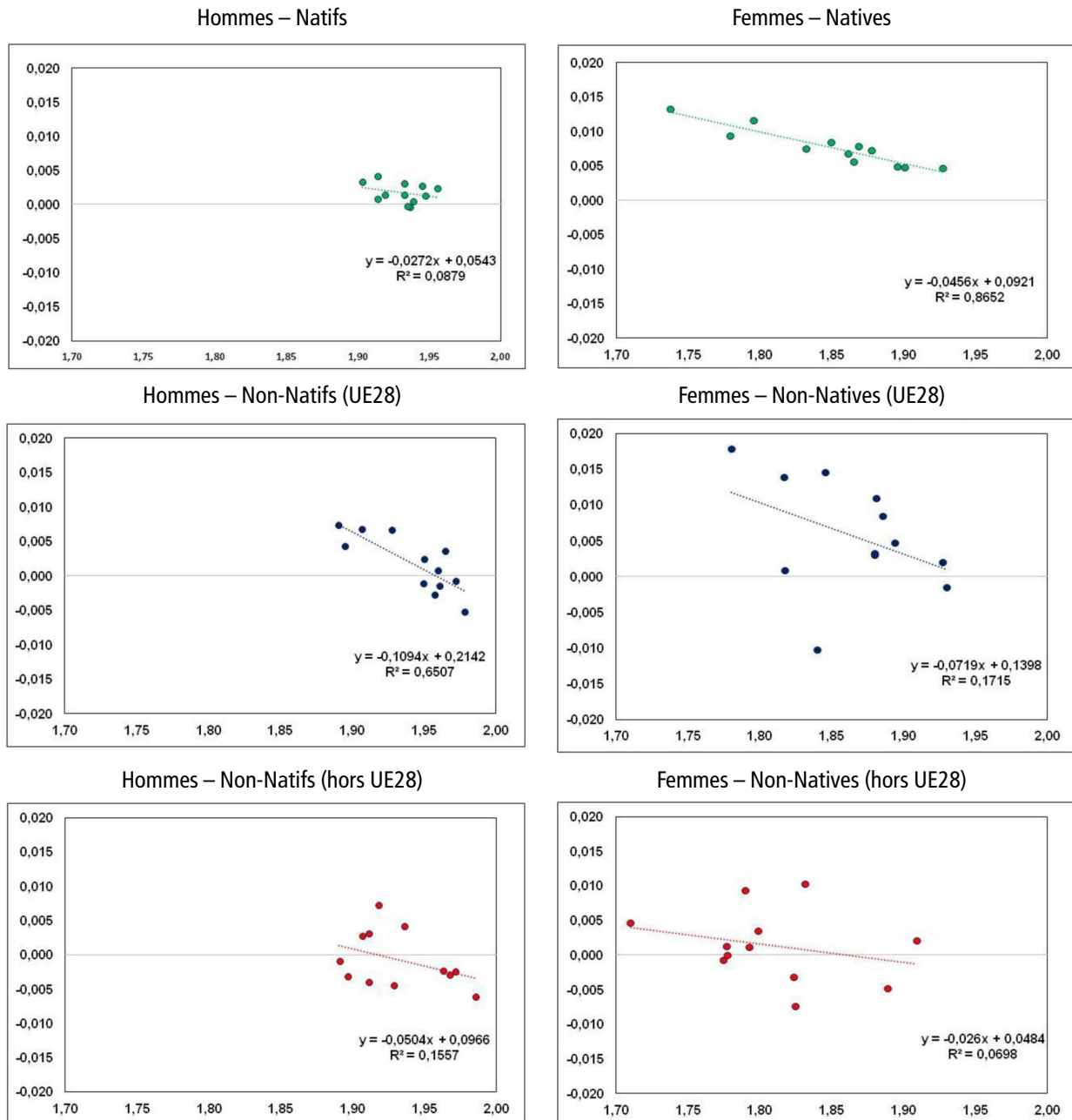
utilisé en économie pour vérifier si les économies les plus pauvres sont capables de rattraper les plus riches. Nous avons choisi la bêta-convergence (Barro et Sala i Martin 1990), car nous ne nous intéressons pas tant à une réduction de la dispersion (mesurée par la sigma-conversion) mais qu'au rattrapage en matière d'intégration des populations migrantes par rapport aux populations autochtones en ce qui concerne les taux d'activité et le revenu moyen. Par rapport à ces deux indicateurs, l'estimation de la convergence a été réalisée en distinguant le sexe et le groupe de pays de naissance (natifs, migrants nés dans les pays de l'UE28 et hors UE28).

Les résultats de cet exercice ne mettent pas en évidence de manière systématique un lien entre la valeur initiale d'un indicateur et son évolution entre 2009 et 2019. Pour cette analyse descriptive, toutes les valeurs sont des logarithmes utilisés pour réduire les différences entre les pays et pour faciliter la lecture des graphiques. Certes, comme attendu, on peut noter une différence incontestable entre les taux d'activité des femmes et des hommes natives des pays européens considérés dans cet article (Figure 6). Ce n'est que le cas des femmes que l'on observe une convergence puisque leurs taux d'activité ont la tendance à converger vers des valeurs plus élevées au cours de la période 2009-2019. Une même tendance est observée pour les taux d'activité des femmes nées dans un des pays de l'UE à 28 qui exercent leur activité dans l'un des pays européens retenus dans notre étude. Dans le cas des taux d'activité des femmes nées hors l'UE à 28, cette tendance à la convergence est absente. Et dans le cas des hommes non-natifs, nés soit dans un pays de l'UE à 28, soit hors de l'UE à 28, on observe une convergence, non pas vers valeurs plus élevées, mais vers des taux d'activité plus bas. Toutes ces observations pourraient être interprétées comme une propension à l'intégration et un changement de comportement, cependant absent chez les cas les femmes nées hors de l'UE à 28.

La bêta-convergence appliquée au revenu médian ne permet pas de conclure, pour aucun groupe, que les revenus convergent entre pays. Cela signifie que les disparités de revenu médian ont légèrement augmenté pour les populations natives. Alors que les résultats des femmes non-natives ressemblent à ceux des natives, les résultats pour les hommes non-natifs n'indiquent ni amélioration ni détérioration de la position vis-à-vis du revenu médian (Figure Annexe). On peut conclure que la période 2009-2019 a été « une période perdue » pour les pays européens en termes de réduction des disparités économiques pour les populations natives autant que non-natives.

L'analyse inspirée par l'approche de la bêta-convergence, en particulier telle qu'appliquée ici, a certainement des limites. Par exemple, une limite est que les pays analysés ici ont des dimensions démographiques hétérogènes et que les estimations de la bêta-convergence ne sont pas pondérées. Cet aspect peut bien sûr influencer, même significativement, les résultats obtenus. Janssen et ses collègues (2016) ont considéré que les convergences bêta et sigma sont complémentaires alors que nous nous concentrons sur la bêta-convergence. Enfin, le fait de ne pas trouver de relation linéaire dans la dynamique existante entre la position initiale dans le classement et la variation de la période observée n'implique pas nécessairement qu'il ne puisse y avoir d'autres types de relations. Les conditions économiques, sociales et démographiques peuvent changer, par exemple lorsque les populations migrantes augmentent de manière significative. En outre, les économies et les sociétés ont sans aucun doute besoin de certaines capacités pour parvenir à une plus grande intégration des populations migrantes. Et comme dernier point, il est important de se rappeler qu'il est toujours supposé implicitement qu'une activité économique plus élevée et un revenu médian plus élevé correspondent à des niveaux d'intégration plus élevés.

Figure 6. Bêta-convergence – Taux d’activité de 25 à 64 ans des non natifs originaires de l’UE à 28 ou des pays tiers (Non UE-28) et ceux des natifs selon le pays de résidence, 2009-2019



Note de lecture : Axe X – Logarithme des données observées au départ, année 2009.
 Axe Y – Taux d’accroissement annuel moyen des données observées, année 2009-2019.
 Source : élaborations sur données Eurostat [<https://ec.europa.eu/eurostat/data/database>]

Discussion

Bien que les données disponibles permettent désormais d’appréhender de mieux en mieux les migrations en Europe, les études visant à analyser les caractéristiques spécifiques des immigrées dans les pays d’accueil demeurent insuffisantes et nécessitent le plus souvent des analyses complémentaires.

Cet article se proposait d'examiner la présence des populations migrantes dans certains pays d'Europe, puis d'évaluer certains indicateurs économiques qui reflètent la place occupée par les immigrés sur le marché du travail au cours des deux dernières décennies.

S'agissant du premier volet, les statistiques descriptives reflètent une tendance générale à la hausse de la part de la population allochtone par rapport à la population totale : une telle évolution concerne indistinctement les deux sexes et tous les pays de notre étude (QR1). D'autre part, dans ce contexte de croissance rapide et soutenue de la proportion de non-natifs, les immigrés ressortissants de pays hors UE restent largement majoritaires.

Quant au deuxième objectif, les analyses menées à l'aide des variables économiques relatives à la fois aux immigrés et aux autochtones sembleraient préfigurer l'existence des différences parmi les pays. Alors que des similitudes sont observées dans les pays du Nord-Ouest, les pays de l'Europe du Sud se caractérisent par un accès des immigrés à l'emploi plus réduit que dans les pays du nord et de l'ouest de l'Europe (QR2). Une telle situation découle des conditions structurelles du marché du travail local qui présentent des taux de chômage de départ plus élevés, même pour les natifs.

En termes de variabilité spatiale liée au profil socio-économique, au cours de deux dernières décennies, les tendances expliquant l'évolution des indicateurs économiques demeurent inchangées tandis qu'on relève une certaine variabilité dans leurs niveaux. En particulier, ces indicateurs témoignent de l'impact plus important de la crise économique de 2007-2008 en Europe du Sud (QR3). Nos analyses font ressortir des écarts plus significatifs dans les pays du Nord-Ouest et des écarts plus faibles dans les pays de l'Europe du Sud ; mais en période de crise, les immigrés sont d'autant plus pénalisés que la dégradation du marché de l'emploi est importante.

Cette évidence montre la complexité de décrire le profil des migrants en dégageant ce qui, dans les évolutions, ressort des contextes économiques locaux et/ ou de leurs réelles conditions socio-économiques. En d'autres termes les immigrés pourraient certainement avoir amélioré leur accès et leur position sur le marché du travail au fil du temps ce que des taux de chômage élevés pourrait ne pas montrer en raison par exemple des situations nationales de crise comme précédemment mentionné.

Enfin, l'étude des inégalités territoriales abordée par la mesure de la convergence nous a permis encore une fois de mettre l'accent sur la diversité de la place occupée par les immigrés sur le marché de travail dans les pays retenus dans cette étude. Les constatations mises en évidence par notre exercice méthodologique indiquent que l'Europe semblerait encore loin de montrer des situations d'intégration économique « communes » pour les immigrés.

Par ailleurs, le profil socio-économique des immigrés autant que leurs conditions de vie découlent aussi des facteurs contextuels des pays d'accueil : par exemple certains secteurs d'activité économique qui recrutent les immigrés sont souvent les plus exposés au chômage. Dans plusieurs pays une part élevée d'immigrés se trouve plus fréquemment dans les catégories socioprofessionnelles comme celle des ouvriers et relativement peu dans celle de cadres comparés aux natifs, ce qui expliquerait que le taux de chômage des premiers est globalement supérieur à celui des seconds.

Cela dit, nous avons choisi de ne pas aborder ces facteurs dans notre analyse pour nous focaliser de préférence sur les tendances et sur les comparaisons nationales et infranationales entre les deux collectivités allochtone et autochtone.

À l'avenir, nous entendons conduire des analyses approfondies qui non seulement incluront un éventail d'indicateurs plus élargi mais aussi concerneront une échelle territoriale d'analyse qui nous devrait permettre d'évaluer les effets des différents contextes spatiaux sur le profil socio-économique des migrants et éventuellement sur leur processus d'intégration. Il est évident que dans un espace étudié à différents niveaux d'agrégation (global, national et local), tel processus produise des trajectoires multiples qu'on ne peut pas interpréter comme homogènes (Benassi et al., 2020).

Références bibliographiques

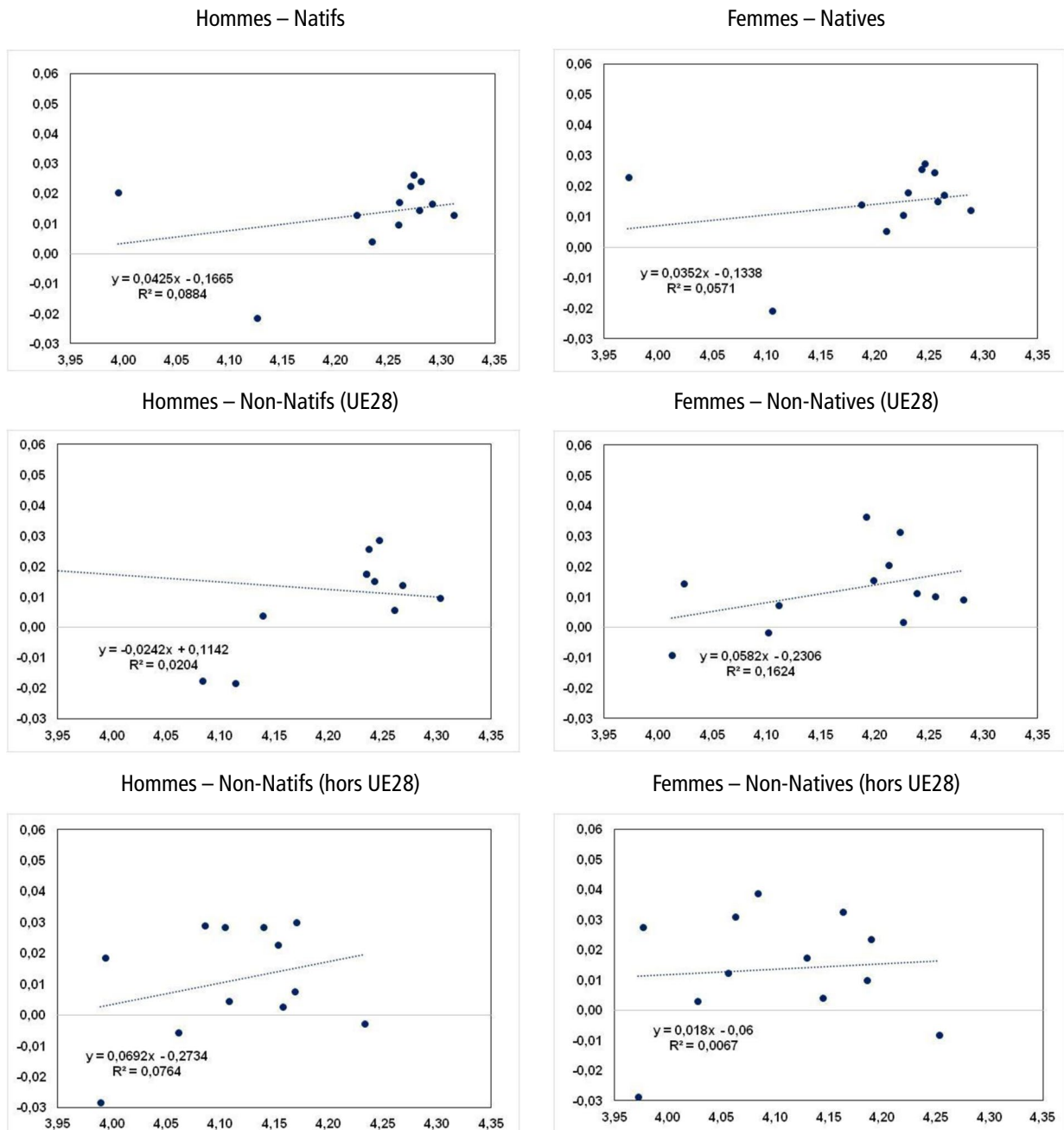
- AGER Alastair, STRANG Alison, 2008, Understanding Integration: A Conceptual Framework. *Journal of Refugee Studies*, 21(2), pp. 166-191.
- AMBROSINI Maurizio, 2013, Immigration in Italy: Between Economic Acceptance and Political Rejection. *Int. Journal of International Migration & Integration* 14, 175-194. <https://doi.org/10.1007/s12134-011-0231-3>.
- BARRO Robert J., SALA-I-MARTIN Xavier, 1990, Economic growth and convergence across the United States. NBER Working Paper, 3419. Cambridge: National Bureau of Economic Research. <https://doi.org/10.3386/w3419>.
- BELLIS Gil, CARELLA Maria, LÉGER Jean-François, PARANT Alain (coord.), 2021, Présentation. Populations et crises en Méditerranée. Franco Angeli Edizioni, 300 p.
- BENASSI Federico, IGLESIAS-PASCUAL Ricardo, SALVATI Luca, 2020, Residential segregation and social diversification: Exploring spatial settlement patterns of foreign population in Southern European cities. *Habitat International*, 101, 102200.
- BENASSI Federico, IGLESIAS-PASCUAL Ricardo, 2023, Local-scale residential concentration and income inequalities of the main foreign-born population groups in the Spanish urban space. Reaffirming the model of a divided city. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 49:3, 673-696. <https://doi.org/10.1080/1369183X.2022.2067137>.
- BENASSI Federico, CARELLA Maria, HEINS Frank, 2022, Migration in the Mediterranean region: response to crises and an emergency in its own right. *Investigaciones Geográficas*, <https://doi.org/10.14198/INGEO.19461>.
- BOSSWICK Wolfgang, HECKMANN Friedrich, 2006, Integration of migrants: Contribution on local and regional authorities. *European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions*. <http://www.eurofound.europa.eu/pubdocs/2006/22/en/1/ef0622en.pdf>.
- CARELLA Maria, HEINS Frank, 2018, Les conséquences de la crise économique sur les comportements démographiques en Italie. In : Golaz Valérie, Lefrève Cécile, Veron Jacques (sous la direction de), La crise dix ans après. Quels effets sur la conjoncture démographique des pays d'Europe du Sud ? *Document de Travail*, n. 239, pp. 63-86, INED, Paris.
- CASTLES Stephen, DE HAAS Hein, MILLER MARK J., 2014, The age of migration: International population movements in the modern world. 5. Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- CASTLES Stephen, KORAC Maja, VASTA Ellie, VERTOVEC Steven, 2002, Integration: Mapping the Field. *Home Office online report*, 29/3: 115-8.
- CEBOLLA-BOADO Hector, FINOTELLI Claudia, 2015, Is there a north-south divide in integration outcomes? A comparison of the integration outcomes of immigrants in southern and northern Europe. *European Journal of Population*, 31, pp. 77-102. Doi: 10.1007/s10680-014-9327-8.
- CIRILLO Valeria, CORSI Marcella, D'IPPOLITI Carlo, 2016, Gender, Class and the Crisis, In Sebastiano FADDA, Pasquale TRIDICO (Eds.). *Varieties of Economic Inequality*, Abingdon Oxon. Routledge, pp. 48-72.

- CRAIG Gary, 2015, Migration and integration: A local and experiential perspective. IRIS Working Paper Series, 7/2014. Birmingham: Institute for Research into Superdiversity.
- FAVELL Adrian, 2001, Integration policy and integration research in Europe: A review and critique. In T. Alexander Aleinikoff, Douglas Klusmeyer (Eds.), *Citizenship today: Global perspectives and practices*. Washington, DC: Brookings Institution/Carnegie Endowment for International Peace.
- FINOTELLI Claudia, MICHALOWSKI Ines, 2012, The heuristic potential of models of citizenship and immigrant integration reviewed. *Journal of Immigrant & Refugee Studies*, 10(3), 231-240.
- GOODMAN Sara Wallace, 2015, Conceptualizing and measuring citizenship and integration policy: Past lessons and new approaches. *Comparative Political Studies*, 48(14), pp. 1905-1941.
- HEATH Anthony F., CHEUNG Sin Yi (eds), 2007, *Unequal Chances: Ethnic Minorities in Western Labour Markets*. Oxford, United Kingdom: Oxford University Press.
- IGLESIAS Juan, RUA Antonio, ARES Alberto, 2020, Un arraigo sobre el alambre: La integración de la población de origen inmigrante en España. FOESSA (Madrid, España).
- IMERAJ Lena, FINNEY Nissa, GADEYENE Sylvie (2020) Demographic dynamics across urban settings and implications for ethnic geographies. *Population, Space and Place*, 27(3), e2391. <https://doi.org/10.1002/psp.2391>
- JANSSEN Fanny, VAN DEN HENDE Anthe, DE BEER Joop, & VAN WISSEN Leo, 2016, Sigma and beta convergence in regional mortality: A case study of the Netherlands. *Demographic Research*, 35(4), pp. 81-116.
- JAYAWEERA Hiranthi, 2012, Migration, Integration and Transnational Involvement. Muslim Family Migrants in Urban Areas in Britain. In Katharine Charsley (ed). *Transnational Marriage. New Perspectives from Europe and Beyond*. New York and London. Routledge.
- KIBALA KUMA Jonas, 2020, Comprendre la convergence économique : résumé théorique et revue de littérature. hal-0242489.
- KOOPMANS Ruud, 2010, Trade-Offs between Equality and Difference: Immigrant Integration, Multiculturalism and the Welfare State in Cross-National Perspective. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 36(1), pp.1-26.
- KOOPMANS Ruud, STATHAM Paul, GIUGNI Marco and PASSY Florence (2005), *Contested Citizenship: Immigration and Cultural Diversity in Europe, Minneapolis and London*. University of Minnesota Press, 376 p.
- KOTZAMANIS Byron, 2018, La crise actuelle en Grèce et ses conséquences sur la population. In : Golaz Valérie, Lefrève Cécile, Veron Jacques (sous la direction de), *La crise dix ans après. Quels effets sur la conjoncture démographique des pays d'Europe du Sud ? Document de Travail*, n. 239, INED, Paris.
- NDOFOR-TAH Carolyne, STRANG Alison, PHILLIMORE Jenny, MORRICE Linda, MICHAEL Lucy, WOOD Patrick, SIMMONS Jon, 2019, Home office indicators of integration framework 2019. *Home Office Research Report 109*. <https://www.gov.uk/government/publications/home-officeindicators-of-integrationframework-2019>.
- LÉGER Jean-François, PARANT Alain, 2022. Présence, origine et destination des migrants en Méditerranée – Bilan 1990-2020 et perspectives à l'horizon 2050. *Plan Bleu*, Marseille.
- LUTHRA Renee, PLATT Lucinda, 2021, Are UK Immigrants Selected on Education, Skills, Health and Social Networks? *CReAM Discussion Paper*, 03/21, CReAM, UCL, London.
- LUTZ Philipp, 2017, Two logics of policy intervention in immigrant integration: an institutionalist framework based on capabilities and aspirations. *Comparative Migration Studies* 5, 19. <https://doi.org/10.1186/s40878-017-0064-0>.
- OLIVER Caroline, GIDLEY Ben, 2015, Integration of Migrants in Europe. (Global Exchange on Migration and Diversity, September 2015). COMPAS, Oxford. <https://www.compas.ox.ac.uk/wp-content/uploads/OSIFE15-Report.pdf>.

- OCDE/UE 2018, Settling in 2018: Indicators of immigrant integration. *OECD Publishing*. Paris/European Union. Brussels. Doi: 10.1787/9789264307216-en.
- OCDE 2023, Perspectives des migrations internationales 2022. *OECD Publishing*, Paris, <https://doi.org/10.1787/7244fc44-fr>.
- OCDE/UE 2019, Trouver ses marques 2018: Les indicateurs de l'intégration des immigrés. *OECD Publishing*, Paris/European Union, Brussels, <https://doi.org/10.1787/9789264309234-fr>.
- PENNINX Rinus, 2017, Research-policy dialogues in migration and integration at the EU-level: Who tells whom what to do? In S. Carrera, A. Geddes, E. Guild, & M. Stefan (Eds.), *Pathways towards legal migration into the EU: Reappraising concepts, trajectories and policies*. pp. 164-175. Brussels: CEPS <https://www.ceps.eu/publications/pathways-towards-legal-migration-eu-reappraising-concepts-trajectories-and-policies>.
- PENNINX Rinus, 2019, Problems of and solutions for the study of immigrant integration. *Comparative Migration Studies*, 7 (3), pp. 1-11. <https://doi.org/10.1186/s40878-019-0122-x>.
- PENNINX Rinus, GARCÉS-MASCAREÑAS Blanca, 2016, Integration processes and policies in Europe: Contexts, levels and actors. (IMISCOE research series). Cham: Springer Open.
- PENNINX Rinus, MARTINIELLO Marco, 2004, Integration processes and policies: State of the art and lessons. In Rinus Penninx, Karen Kraal, Marco Martiniell, Steven Vertovec (Eds.), *Citizenship in European cities: Immigrants, local politics and integration policies*. pp. 139-164. Aldershot: Ashgate.
- PIMENTEL Dulce, SOUSA GOMES Maria Cristina, 2018, La crise actuelle au Portugal : conséquences sur les tendances démographiques et les politiques sociales In : Golaz Valérie, Lefrève Céline, Veron Jacques (sous la direction de), *La crise dix ans après. Quels effets sur la conjoncture démographique des pays d'Europe du Sud ? Document de Travail*, n. 239, INED, Paris.
- PORTES Alejandro, 2000, Immigration and the metropolis: Reflections on urban history. *Journal of International Migration and Integration*, 1(2), 153-175. <https://doi.org/10.1007/s12134-000-1000-x>.
- SCHOLTEN Peter, ENTZINGER Han, PENNINX Rinus, VERBEEK Stijn. (Eds.), 2015, Integrating Immigrants in Europe. Research-Policy Dialogues. *IMISCOE Research Series*. Springer, Cham. <https://doi.org/10.1007/978-3-319-16256-0>.
- SCHOLTEN Peter, PENNINX Rinus, 2016, The Multi-Level Governance of Migration and Integration. In B. Garcès-Mascareñas, & R. Penninx (Eds.), *Integration Processes and Policies in Europe- A Three Way Process?* (pp. 91-108). New York: Springer.
- SPORLEIN Christoph, VAN TUBERGEN Frank, 2014. The Occupational Status of Immigrants in Western and Non-Western Societies. *International Journal of Comparative Sociology*, 55(2), pp. 119-43.
- YEATES Nicola, 2009, Globalising care economies and migrant workers: explorations in global care chains. Palgrave, Basingstoke.
- VAN TUBERGEN Frank, MAAS Ineke, FLAP Henk. 2004. The Economic Incorporation of Immigrants in 18 Western Societies: Origin, Destination, and Community Effects. *American Sociological Review*, 69(5), pp. 701-24.
- VOGIAZIDES Luisa, 2018, Exiting distressed neighbourhoods: The timing of spatial assimilation among international migrants in Sweden. *Population Space and Place*, 24, e2169. <https://doi.org/10.1002/psp.2169>
- WIMARK Thomas, HAANDRIKMAN Karen, MEINILD NIELSEN Michael, 2019, Migrant labour market integration: the association between initial settlement and subsequent employment and income among migrants. *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography*, 101(2), pp. 118-137, <https://doi.org/10.1080/04353684.2019.1581987>.
- ZAMORA LÓPEZ Francisco, CÁMARA IZQUIERDO Noelia, SOUSA GOMES Maria Cristina, PIMENTEL Dulce. (2021). Migrations internationales légales en Espagne et au Portugal avant et après la crise de 2008. In Bellis, G., Carella, M., Léger, J.-F., & Parant, A. (coord.) *Populations et crises en Méditerranée*. Milano : Edizioni Franco Angeli.

ANNEXE

Figure Annexe. Bêta-convergence – Revenu médian des non natifs originaires de l’UE à 28 ou des pays tiers (Non UE-28) et ceux des natifs selon le pays de résidence, 2009-2019



Note de lecture : Axe X – Logarithme des données observées au départ, année 2009.
 Axe Y – Taux d’accroissement annuel moyen des données observées, année 2009-2019.
 Source : élaborations sur données Eurostat [<https://ec.europa.eu/eurostat/data/database>]

Tableau Annexe. Population totale e non native en Europe, 1^{er} janvier 2013 et 2020 (2019).

Pays	Groupe	1 ^{er} janvier 2013					1 ^{er} janvier 2020 (2019 pour l'UK e UE-28)									
		Population totale			Population 15 à 64		Population totale					Population 15 à 64				
		Totale	Née dans un autre pays		Totale	née dans un autre pays	Totale	Née dans un autre pays			Totale	Née dans un autre pays				
		(en milliers)	(%)	Proportion de femmes (%)	(en milliers)	(%)	(en milliers)	(%)	Proportion de femmes (%)	UE28 (%)	hors UE28 (%)	(en milliers)	(%)	Proportion de femmes (%)	UE28 (%)	hors UE28 (%)
Autriche	-	8.452	16,1	52,3	5.705	19,3	8.901	19,8	51,1	9,1	10,7	5.924	23,9	50,3	10,5	13,5
Belgique	Centre-Ouest	11.138	15,5	51,1	7.287	18,8	11.522	17,6	50,9	8,0	9,6	7.376	21,7	50,4	8,9	12,7
Bulgarie	-	7.285	1,3	53,5	4.899	1,2	6.951	2,7	50,4	1,0	1,7	4.445	2,2	48,7	0,3	1,9
Croatie	-	4.262	13,5	53,3	2.852	15,1	4.058	13,2	51,5	1,6	11,5	2.623	14,3	49,0	1,9	12,4
Chypre	-	866	23,2	56,3	610	28,3	888	21,6	54,9	13,5	8,0	601	27,2	55,1	16,9	10,3
Tchéquie	-	10.516	3,7	42,6	7.188	5,0	10.694	5,0	42,0	1,9	3,1	6.852	7,0	41,5	2,7	4,4
Danemark	Nord	5.603	9,8	51,7	3.625	12,8	5.823	12,3	50,7	4,3	8,0	3.714	16,1	50,5	5,6	10,6
Estonie	-	1.320	15,0	59,9	875	13,4	1.329	14,9	56,4	1,9	13,0	844	13,0	48,9	2,2	10,8
Finlande	Nord	5.427	5,2	49,3	3.517	6,8	5.525	7,1	48,5	2,3	4,8	3.423	9,8	48,0	3,2	6,6
France	Centre-Ouest	65.600	11,5	51,7	41.883	13,4	67.320	12,7	51,9	3,2	9,5	41.541	14,5	52,0	3,1	11,4
Allemagne	Centre-Ouest	80.524	11,7	51,1	53.126	15,0	83.167	18,1	50,2	7,7	10,3	53.685	20,3	48,7	7,4	12,9
Grèce	Sud	11.004	11,6	52,9	7.180	15,5	10.719	12,6	51,7	3,3	9,3	6.805	16,4	50,8	4,5	11,9
Hongrie	-	9.909	4,3	51,2	6.776	4,6	9.770	6,1	48,3	3,5	2,6	6.406	6,9	46,2	3,7	3,2
Irlande	-	4.610	16,5	50,2	3.053	19,0	4.964	17,6	50,2	12,9	4,8	3.242	20,9	50,3	14,9	6,0

Pays	Groupe	1 ^{er} janvier 2013					1 ^{er} janvier 2020 (2019 pour l'UK e UE-28)									
		Population totale			Population 15 à 64		Population totale			Population 15 à 64						
		Totale	Née dans un autre pays		Totale	née dans un autre pays	Totale	Née dans un autre pays		Totale	Née dans un autre pays					
		(en milliers)	(%)	Proportion de femmes (%)	(en milliers)		(%)	(en milliers)	(%)	Proportion de femmes (%)	UE28 (%)	hors UE28 (%)	(en milliers)	(%)	Proportion de femmes (%)	UE28 (%)
Italie	Sud	59.685	9,5	54,0	38.697	13,0	59.641	10,3	53,7	2,9	7,4	38.055	14,2	52,8	4,0	10,3
Lettonie	-	2.024	13,8	60,9	1.352	11,7	1.908	12,4	59,6	1,4	11,0	1.211	9,3	52,9	0,9	8,4
Lituanie	-	2.972	4,7	57,8	1.993	4,5	2.794	5,5	47,5	0,9	4,5	1.815	5,1	38,7	0,6	4,6
Luxembourg	-	537	42,4	49,4	371	50,4	626	48,2	49,1	35,0	13,2	435	56,4	48,8	40,0	16,4
Malte	-	423	9,2	48,4	289	11,1	515	23,1	42,0	10,6	12,5	350	29,8	41,3	13,1	16,7
Pays-Bas	Centre-Ouest	16.780	11,5	52,3	11.077	14,5	17.408	13,8	51,8	4,0	9,8	11.289	17,2	51,7	5,0	12,2
Pologne	-	38.063	1,6	58,7	26.843	0,5	37.958	2,2	52,1	0,8	1,4	25.179	1,4	43,8	0,3	1,1
Portugal	Sud	10.487	8,4	51,1	6.904	11,3	10.296	10,6	52,1	2,8	7,8	6.619	13,9	52,1	3,5	10,4
Roumanie	-	20.020	0,9	49,3	13.622	0,6	19.329	3,7	45,2	1,4	2,3	12.636	3,1	41,5	0,4	2,7
Slovaquie	-	5.411	2,9	53,0	3.870	2,5	5.458	3,6	48,4	3,0	0,7	3.689	3,1	43,4	2,4	0,7
Slovénie	-	2.059	11,3	43,2	1.409	13,2	2.096	13,4	41,3	3,1	10,3	1.356	15,9	39,2	2,9	13,0
Espagne	Sud	46.728	13,2	50,1	31.376	16,9	47.333	14,8	52,1	4,2	10,6	31.188	19,1	52,1	5,1	14,0
Suède	Nord	9.556	15,4	51,3	6.116	18,8	10.328	19,5	49,7	5,4	14,1	6.427	24,4	48,8	5,7	18,7
UE-27	-	430.254	9,7	51,7	285.315	11,8	436.601	12,2	51,1	4,2	7,9	280.925	14,5	50,3	4,5	10,0
Royaume-Uni	Centre-Ouest	63.905	12,4	52,3	41.659	15,6	66.647	14,2	52,1	5,5	8,7	42.435	18,2	51,8	6,9	11,3
UE-28	-	494.159	10,0	51,8	326.974	12,3	502.369	12,1	51,3	4,4	7,8	323.891	14,6	50,6	4,8	9,8

Pays	Groupe	1 ^{er} janvier 2013					1 ^{er} janvier 2020 (2019 pour l'UK e UE-28)									
		Population totale			Population 15 à 64		Population totale			Population 15 à 64						
		Totale	Née dans un autre pays		Totale	née dans un autre pays	Totale	Née dans un autre pays		Totale	Née dans un autre pays					
			(en milliers)	(%)				Proportion de femmes (%)	(en milliers)		(%)	(en milliers)	(%)	Proportion de femmes (%)	UE28 (%)	hors UE28 (%)
Islande	-	322	11,0	51,7	214	13,6	364	17,9	45,6	12,7	5,2	243	23,3	45,0	16,7	6,6
Liechtenstein	-	37	62,7	51,4	26	69,5	39	67,3	51,2	21,7	45,6	26	70,9	51,1	22,4	48,5
Norvège	-	5.049	13,1	48,1	3.332	16,9	5.368	16,2	48,3	6,8	9,3	3.496	21,2	47,9	8,9	12,3
Suisse	-	8.039	26,2	51,4	5.440	31,1	8.606	29,2	50,9	16,8	12,4	5.705	35,4	49,9	19,0	16,3

Note : Pour le Royaume-Uni et le UE à 28 les données sont référées à l'année 2019.

Note : Tous les données sont référées au 1er janvier des années 2013 et 2020 (2019).

Source : Banque de données Eurostat [<https://ec.europa.eu/eurostat/data/database>]